

Note de service n° 29/23/CAB en date du 31/03/2020**A**

**Mesdames et Messieurs,
L'Inspectrice Générale
Le Directeur Général et les Directeurs Centraux
Le coordonnateur entre les Directions régionales
Les Directeurs Régionaux**

Il m'a été donné de constater qu'une partie du personnel dont quelques responsables des structures fonctionnelles du HCP se mettent en situation d'absence injustifiée, sans participation aux visioconférences et aux plateformes d'échanges et de télétravail actives sur les sujets et thèmes inscrits dans le programme fixé par le HCP pour répondre aux exigences statistiques de la situation difficile que vit notre pays aujourd'hui.

Je suis dans l'obligation de rappeler tous les responsables hiérarchiques du HCP que l'institution du télétravail n'est pas une autorisation d'absence ni une forme déguisée d'abandon de poste au profit de quelques niveaux de responsabilités que ce soit.

Aussi, suis-je dans l'obligation d'instaurer un système de contrôle de présence au bureau ou sur les plateformes de travail collaboratif au cours des horaires de travail administratif en vigueur. Des sanctions qui s'imposent seront prises avec d'autant plus de rigueur que la situation que traverse notre pays donne encore plus de valeur aux informations économiques et sociales que les autorités nationales et nos concitoyens attendent de nous.

Vous comprendrez en l'occurrence que dans ces conditions, des sanctions qui peuvent aller jusqu'à la suspension provisoire du salaire, peuvent être prises et exécutées à titre conservatoire en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur dans les cas d'une telle gravité étant donné les circonstances actuelles.

Je suis convaincu que tout le monde prendra acte de la présente note de service et que nous serons tous être au niveau de nos responsabilités.

**Ahmed Lahlimi Alami
Haut Commissaire au Plan**

